

2017. L'année de toutes les incertitudes

Volume 10, numéro 1, février 2017

Résumé analytique

La transition du pouvoir exécutif à Washington a révélé deux manières d'entrevoir les obstacles à l'épanouissement de la société américaine et à la croissance économique. Pour Obama, ces obstacles s'expriment à travers les inégalités et les exclusions sociales. Pour Trump, ils sont le résultat d'engagements commerciaux et politiques qui désavantagent les États-Unis. L'application de la politique de « l'Amérique d'abord » (*America First*) testera les limites du pouvoir exécutif au cours du premier mandat de l'administration Trump. Trois grands débats seront à surveiller en 2017: la politique commerciale, la politique fiscale et la politique monétaire menée par la Réserve Fédérale (FED).

Contenu

La transition de l'exécutif à Washington.....	2
Études économiques, ouvrages et articles connexes ce mois-ci.	10

La transition de l'exécutif à Washington

Le mois de janvier 2017 est probablement l'une des plus importantes périodes de transition présidentielle de l'histoire des États-Unis d'Amérique. La transition du pouvoir exécutif signifie à la fois la fin d'une présidence (Obama) qui avait débuté en pleine crise financière et le commencement d'une nouvelle administration qui veut reconstruire l'avenir des États-Unis sur de nouvelles bases (Trump). À cet égard, ce qui semble être le trait d'union entre les deux administrations est qu'elles ont toutes deux débuté dans un état d'esprit mêlé de peur, d'appréhension, de doutes et d'espoirs. Le président Obama avait abordé son mandat avec pour principale priorité de redonner confiance aux marchés et de mettre en œuvre les réformes nécessaires au rétablissement d'une économie en crise. Le président Trump commence le sien avec pour priorités la sécurité et le plein-emploi.

Le discours d'adieu du président Barack H. Obama

Au cœur du discours du président Obama on retrouve cette conviction que l'engagement personnel de chaque citoyen(ne) américain(e) envers les institutions démocratiques de la nation est nécessaire pour assurer le progrès ainsi qu'une union plus harmonieuse.¹ À la fin de son discours, le président Obama rappelle combien la démocratie et la Constitution des États-Unis d'Amérique sont le bien le plus précieux du peuple américain. La démocratie est ce que les citoyens en font à travers leurs actions communes.² Selon Obama, il existe un lien étroit entre la préservation des idéaux démocratiques, l'unité de la nation, la sécurité et la croissance économique. Cependant, certaines réalités ont tendance à exercer de fortes pressions sur la société américaine. Le président Obama identifie quatre principales sources de tension soit : la mondialisation, l'accroissement des inégalités sociales, les changements démographiques et le spectre du terrorisme.

It's the conviction that we are all created equal, endowed by our creator with certain unalienable rights, among them life, liberty, and the pursuit of happiness. It's the insistence that these rights, while self-evident, have never been self-executing, that we, the people, through the instrument of our democracy, can form a more perfect union. Barack H. Obama, 10 janvier 2017, Chicago

¹ Barack H. Obama, *Remarks by the President in Farewell Address*, Washington D.C., The White House, 2017. Extrait. «This is where I learned that change only happens when ordinary people get involved and they get engaged, and they come together to demand it». En ligne: <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2017/01/10/remarks-president-farewell-address>

² Barack H. Obama, *idem*. Extraits. «Our democracy is threatened whenever we take it for granted». «America is no fragile thing. But the gains of our long journey to freedom are not assured».

Pour Obama, la question des inégalités sociales évoque le risque de corrosion de l'idéal démocratique dans le sens où le cynisme et la polarisation politique, qui sont le produit d'une méfiance envers les élites, peuvent nuire au bon fonctionnement des institutions politiques.

Deuxièmement, le principal obstacle à une politique de plein-emploi n'est pas entièrement lié au phénomène de délocalisation des emplois à l'étranger mais se manifeste dorénavant à travers une automatisation graduelle et constante des opérations industrielles.

I agree, our trade should be fair and not just free. But the next wave of economic dislocations won't come from overseas. It will come from the relentless pace of automation that makes a lot of good, middle-class jobs obsolete. Barack H. Obama, 10 janvier 2017

Troisièmement, Obama insiste sur l'importance de parvenir à un « nouveau contrat social » qui aurait pour but de garantir à tous le droit à l'éducation, d'élargir le droit à la syndicalisation, d'adapter le système de sécurité sociale à la réalité d'aujourd'hui ainsi que de réformer le système fiscal des entreprises et des particuliers. Cela permettrait de créer des opportunités à tous les citoyens américains pour s'épanouir et contribuer à la société. La question du contrat social touche également le problème racial qui divise encore aujourd'hui la société américaine. Bien qu'en 2016 les revenus des particuliers aient augmentés pour toute catégorie de races, de groupes d'âge et de sexe, il n'en demeure pas moins que les barrières discriminatoires à l'emploi, au logement, à l'éducation ainsi qu'au niveau du système judiciaire sont encore présentes.

Enfin, Obama évoque l'esprit des « lumières » pour décrire ce qui fait la force, la rési-

For if we don't create opportunity for all people, the disaffection and division that has stalled our progress will only sharpen in years to come.
Barack H. Obama, 10 janvier 2017

lience et la capacité d'entreprise des États-Unis. L'essence même du pays repose sur l'esprit d'innovation et l'esprit pratique qui permettent de résoudre des problèmes complexes. La raison et la primauté du droit ont permis aux États-Unis de résister à l'attrait du fascisme et de la tyrannie durant la « Grande Dépression ». Pourtant, l'ordre international libéral est aujourd'hui confronté à l'émergence d'un islamisme radical et de

régimes autoritaires qui considèrent le libre-marché, la démocratie et la société civile comme une menace à leur pouvoir. Il est donc important de préserver les valeurs et les principes qui forment les assises de l'Amérique.

Remarques

Le message qu'Obama a voulu faire passer est que, même si les États-Unis conservent un grand potentiel d'innovation et de savoir-faire qui leur permettra de contribuer fortement à la paix et à la croissance économique mondiale, rien ne doit être pris pour acquis.

Le discours inaugural du président Donald J. Trump

Le discours du président Trump vise à tracer les grandes lignes de l'orientation des politiques de la nouvelle administration ainsi que le style présidentiel qu'il entend adopter. La première phrase du discours est révélatrice du style et de l'orientation générale des politiques de l'exécutif à Washington.³ L'objectif est de mettre en place un « nouveau contrat social et économique » dont la finalité serait de remettre sur les rails la croissance économique aux États-Unis au moyen d'une politique de plein-emploi.

We, the citizens of America, are now joined in a great national effort to rebuild our country and to restore its promise for all of our people.
Donald J. Trump, 20 janvier 2017, Washington D.C.

L'administration Trump s'inscrit également en réaction contre les élites politiques à Washington, une posture qui pourrait nuire lorsque des compromis s'avéreront nécessaires au bon fonctionnement du processus législatif au Congrès. On retrouve surtout cette volonté de travailler pour l'ensemble des citoyens américains, de promouvoir l'unité nationale et de redonner un sentiment de fierté au peuple américain. On doit donc s'attendre à un style présidentiel et à un programme politique très agressif dont la pierre angulaire sera la politique intérieure.

The oath of office I take today is an oath of allegiance to all Americans. I will fight for you with every breath in my body – and I will never, ever let you down. Donald J. Trump, 20 janvier 2017

On retrouve surtout cette volonté de travailler pour l'ensemble des citoyens américains, de promouvoir l'unité nationale et de redonner un sentiment de fierté au peuple américain. On doit donc s'attendre à un style présidentiel et à un programme politique très agressif dont la pierre angulaire sera la politique intérieure.

rière.

La doctrine de « l'Amérique d'abord » (*America First*) est fondée sur deux constats de l'administration Trump. Premièrement, il y a cette perception très nette que les termes du système commercial international sont défavorables aux États-Unis. Deuxièmement, il est devenu nécessaire pour les États-Unis d'investir prioritairement dans leur propre économie plutôt qu'à l'étranger. En clair, le nationalisme et la sécurité économique des États-Unis pèseront lourd dans les débats à venir.

For many decades, we've enriched foreign industry at the expense of American industry; [...] and spent trillions of dollars overseas while America's infrastructure has fallen into disrepair and decay. We've made other countries rich while the wealth, strength, and confidence of our country disappeared over the horizon.
Donald J. Trump, 20 janvier 2017

Certains paramètres ont déjà été établis. Premièrement, toutes les grandes décisions relatives aux dossiers touchant au commerce, à la fiscalité, à l'immigration et à la politique étrangère devront être prises pour le bénéfice des travailleurs et des familles au pays. Deuxièmement, toute politique économique devra avoir comme objectif de protéger l'industrie, les emplois et le savoir-faire améri-

³ Donald J. Trump, *the Inaugural Address*, Washington D.C., The White House, 2017. En ligne: <https://www.whitehouse.gov/inaugural-address>

cain contre la concurrence étrangère. Troisièmement, la politique étrangère, y compris la politique commerciale, devront être compatibles avec la doctrine de « l'Amérique d'abord ». Cela laisse une très grande souplesse à l'administration Trump pour interpréter et remettre en question les engagements américains dans le monde. Pourtant, cela n'empêche pas le président Trump de déclarer que son administration s'engagera à «renforcer d'anciennes alliances et à en créer de nouvelles, tout en unissant le monde civilisé contre le terrorisme islamique» (traduction libre).

Enfin, pour le président Trump, la fierté et le sentiment d'appartenance des Américains envers leur pays passe avant tout par un nouveau dynamisme de l'économie américaine. Il s'agit de rendre les États-Unis d'Amérique plus compétitifs sur les marchés mondiaux, ce qui implique aussi le rehaussement du niveau de productivité de l'économie américaine par des investissements importants dans la recherche scientifique et la haute-technologie.

Remarques

Le discours inaugural du président Trump jette les bases d'une politique ambitieuse de reconstruction des bases industrielles de l'économie américaine dont le but avoué est d'atteindre le plein-emploi. Sa doctrine de « l'Amérique d'abord » vise, entre autres, à renverser les flux d'investissement directs américains qui tendent à quitter le pays (délocalisations) et à obtenir des termes commerciaux plus avantageux pour les États-Unis. Le pari est aussi grand que risqué car toute remise en question des engagements américains dans le monde pourrait entraîner une réaction similaire de la part de ses partenaires et de ses alliés.

Pour Obama, la source des problèmes que connaissent les États-Unis ne provient pas de l'étranger mais des choix collectifs qui sont faits au pays à travers les institutions politiques et économiques. C'est la raison pour laquelle Obama insiste tant sur l'importance de l'engagement personnel de chaque citoyen envers les institutions du pays.

When America is united, America is totally unstoppable. Finally, we must think big and dream even bigger. In America, we understand that a nation is only living as long as it is striving: [...]. No challenge can match the heart and fight and spirit of America. We will not fail. Our country will thrive and prosper again.
Donald J. Trump, 20 janvier 2017

Les limites de « l'Amérique d'abord »

L'application intégrale de la doctrine de « l'Amérique d'abord » testera les limites du pouvoir exécutif à faire adopter des politiques ambitieuses en matière commerciale, fiscale et budgétaire par le Congrès des États-Unis. Trois grands débats seront à surveiller en 2017. Il s'agit de la révision des engagements commerciaux américains, de la révision du traitement fiscal des entreprises multinationales américaines et de

l'évaluation des impacts de la politique budgétaire du gouvernement fédéral par la Réserve Fédérale (FED).

Vers une nouvelle approche de la politique commerciale américaine ?

Au cours d'une réunion le 2 février dernier, le président Trump a consulté des membres clés du Congrès pour connaître les procédures à suivre dans le but d'ouvrir le plus rapidement possible des négociations avec le Mexique et le Canada sur l'ALÉNA. Les membres du Comité des voies et moyens de la Chambre des Représentants (*House Ways & Means Committee*), Kevin Brady (Président; R-TX) et Richard Neal (Membre sénior; D-MA), ainsi que les membres du Comité des finances du Sénat (*Senate Finance Committee*), Orrin Hatch (Président; R-UT) et Ron Wyden (Membre sénior; D-OR) étaient présents. Ce qui ressort de cette conversation est que le président doit respecter les règles et les procédures établies dans la Loi sur le mandat de négocier (Trade Promotion Authority Legislation; TPA).⁴

Selon la section 5(a) de la Loi sur le mandat de négocier (TPA), le Président des États-Unis doit accorder au moins 90 jours consécutifs avant de débiter des négociations commerciales avec un pays. Le Président doit transmettre un avis écrit au Congrès spécifiant ses intentions, les objectifs de ces négociations ainsi que la date de commencement des négociations avec le pays visé. Le Président doit également spécifier si il s'agit de négocier un nouvel accord ou de renégocier un accord existant.⁵

Ultimately, major shifts in policy are decisions that should be made with the consultation of Congress which, under the U.S. Constitution, has authority over tariffs. Orrin Hatch, Senate Finance Committee Chairman (R-UT), 2 février 2017

Pour le représentant démocrate Richard Neal, tous les accords de commerce qui seront conclus dans le futur doivent comporter des clauses exécutoires contre la manipulation des monnaies de même que des règles concernant les normes du travail et environnementales. Pour le sénateur républicain Orrin Hatch, les futurs accords de commerce, qu'ils soient bilatéraux ou multilatéraux, devront rencontrer les normes et les standards élevés qui sont spécifiés dans la TPA.⁶ En clair, le président Trump devra consulter le Congrès à toute les étapes de la mise en oeuvre de sa politique commerciale.

La volonté du président Trump de négocier uniquement sur une base bilatérale avec ses partenaires commerciaux sera fortement testé dans des négociations avec les

⁴ Jenny Leonard, « Brady, Neal confident Trump will abide by TPA rules, time lines for NAFTA renegotiation », *Inside U.S. Trade daily news*, 2 février 2017. En ligne: <https://insidetrade.com/daily-news/brady-neal-confident-trump-will-abide-tpa-rules-time-lines-nafta-renegotiation> . Voir également le texte de Ian F. Ferguson, *Trade Promotion Authority (TPA) and the role of Congress in trade policy*, Washington D.C., Congressional Research Service, 2015, p. 2. En ligne: <https://fas.org/sgp/crc/misc/RL33743.pdf> . La législation sur le commerce adopté en 2015 est connu sous le nom de *Bipartisan Congressional Trade Priorities and Accountability Act*.

⁵ Jenny Leonard, *idem*.

⁶ Jenny Leonard, *idem*.

pays membres de l'Union européenne (UE). Pour l'ancien Ambassadeur des États-Unis auprès de l'UE (2014-2016), Anthony Gardner, ce serait une grave erreur de la part de Washington d'ignorer l'Union européenne et ses institutions. Selon Gardner, il est dans l'intérêt des États-Unis de maintenir des liens étroits avec une UE forte dotée de solides institutions.⁷ La meilleure option pour l'administration Trump serait de poursuivre les négociations avec l'UE pour un accord de Partenariat Transatlantique sur le Commerce et les Investissements (T-TIP).

Vers une réforme de la fiscalité des entreprises multinationales ?

Selon le code fiscal des entreprises aux États-Unis, les profits réalisés par les multinationales américaines à l'étranger sont assujettis à un taux d'imposition de 35 pourcent, ce qui en fait le plus haut niveau d'imposition dans les pays industrialisés. Toutefois, les entreprises américaines visées n'ont pas à payer cet impôt tant que leurs profits ne sont pas rapatriés au pays. Il est estimé que les multinationales américaines détiennent près de 2.5 trilliards de dollars en profits réalisés à l'étranger.⁸

U.S. companies hold abroad approximately \$2.5 trillion in past foreign profits. The U.S. Treasury collects little revenue from foreign profits, and U.S. corporations are discouraged from investing those profits back in this country. Robert C. Pozen, 4 janvier 2017

Le plan fiscal proposé par le président de la Chambre des Représentants, Paul Ryan, prévoit un ajustement d'impôt à la frontière (border tax adjustment) qui accorderait une exemption d'impôt sur les profits réalisés à l'exportation de biens et services produits aux États-Unis. Cette mesure encouragerait les entreprises américaines à maintenir leurs opérations au pays. Toutefois, cette mesure ne sera pas accordé aux entreprises qui dépendent de l'importation de biens et services en provenance d'autres pays. C'est cette différence de traitement fiscal à l'export et à l'import qui pourrait être jugé incompatible avec les règles de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC).⁹

Ce type de mesure fiscale, dans le cas où le plan Ryan serait adopté, pourrait entraîner toute une série de mesures de rétorsion et de représailles de la part des partenaires commerciaux des États-Unis, y compris des décisions défavorables de la part de l'OMC. À cet égard, le journaliste Jack Caporal rapporte que certains analystes évaluent à près de 100 milliards de dollars la valeur des compensations qui pourrait être

⁷ Brett Fortnam, « Gardner: U.S. would make 'serious mistake' if it forgoes relations with EU », *Inside U.S. Trade daily news*, 2 février 2017. En ligne: <https://insidetradecom.com/daily-news/gardner-us-would-make-serious-mistake-if-it-forgoes-relations-eu>

⁸ Robert C. Pozen, « Paul Ryan preps bold corporate tax plan », *Brookings Institution Op-ed*, 4 janvier 2017. En ligne: <https://www.brookings.edu/opinions/paul-ryan-preps-bold-corporate-tax-plan>

⁹ Robert C. Pozen, *idem*. Voir aussi James Bacchus, « Proposed border tax adjustment risk violating WTO rules », *International Centre for Trade and Sustainable Development*, 24 janvier 2017. En ligne: <http://www.ictsd.org/opinion/proposed-border-tax-adjustments-risk-violating-wto-rules>

autorisé par l'organe de règlement des différends de l'OMC.¹⁰ Selon James Bacchus, le Congrès dispose d'autres options pour réformer la fiscalité des entreprises. Il peut réduire le taux d'imposition sur les profits, réduire les abris fiscaux, travailler avec d'autres pays pour déterminer des règles d'utilisation de places financières extra-territoriales (paradis fiscaux) ou imposer une taxe sur la valeur ajoutée (TVA) de produits et services.¹¹ Une autre solution serait de réinvestir dans le service du revenu intérieur des États-Unis (IRS) pour recouvrer des sommes impayées qui avoisineraient aujourd'hui près de 510 milliards de dollars, ce qui équivaut au déficit budgétaire du gouvernement fédéral en 2016, \$587 milliards de dollars.¹²

La politique budgétaire du gouvernement fédéral et la Réserve Fédérale (FED)

Pour Ben S. Bernanke, la Réserve Fédérale ne dispose pas assez d'informations à l'heure actuelle pour évaluer correctement les effets d'une politique économique. Dès l'élection de Donald Trump les marchés financiers avaient réagi favorablement à la nouvelle sur la base de prévisions fondées sur une politique économique expansionniste. Ce qui veut dire des dépenses gouvernementales à la hausse, des réductions d'impôt et une hausse des déficits budgétaires. Pour l'instant, la Fed semble naviguer en plein brouillard et considère la mise en œuvre d'un éventuel programme fiscal comme un élément de risque élevé. En somme, le gouvernement fédéral sera sous haute surveillance en 2017 par les autorités monétaires.¹³

Because of uncertainty about the timing, size, and composition of the fiscal package, and the resulting uncertainty about its likely economic effects, Fed policy-makers are, for now, sticking to their baseline forecast and treating a big fiscal program as an "upside risk". Ben S. Bernanke, 13 janvier 2017

¹⁰ Jack Caporal, « WTO could authorize unprecedented trade retaliation in border adjustable tax dispute », *Inside U.S. Trade daily news*, 2 février 2017. En ligne: <https://insidetrade.com/daily-news/wto-could-authorize-unprecedented-trade-retaliation-border-adjustable-tax-dispute>

¹¹ James Bacchus, *idem*.

¹² William G. Gale, « Steven Mnuchin makes a welcome case for boosting IRS funding », *Brookings Institution Op-ed*, 31 janvier 2017. En ligne: <https://www.brookings.edu/opinions/steven-mnuchin-makes-a-welcome-case-for-boosting-irs-funding>

¹³ Ben S. Bernanke, « The Fed and fiscal policy », *Brookings Institution blog*, 13 janvier 2017. En ligne: <https://www.brookings.edu/blog/ben-bernanke/2017/01/13/the-fed-and-fiscal-policy>

Références

Bacchus, James. « Proposed border tax adjustment risk violating WTO rules ». *International Centre for Trade and Sustainable Development*, 24 janvier 2017. En ligne: <http://www.ictsd.org/opinion/proposed-border-tax-adjustments-risk-violating-wto-rules>

Bernanke, Ben S. « The Fed and fiscal policy ». *Brookings Institution blog*, 13 janvier 2017. En ligne: <https://www.brookings.edu/blog/ben-bernanke/2017/01/13/the-fed-and-fiscal-policy>

Caporal, Jack. « WTO could authorize unprecedented trade retaliation in border adjustable tax dispute ». *Inside U.S. Trade daily news*, 2 février 2017. En ligne: <https://insidetrade.com/daily-news/wto-could-authorize-unprecedented-trade-retaliation-border-adjustable-tax-dispute>

Ferguson, Ian F. *Trade Promotion Authority (TPA) and the role of Congress in trade policy*. Washington D.C.: Congressional Research Service, 2015, 28 pages. En ligne: <https://fas.org/sqp/crs/misc/RL33743.pdf>

Fortnam, Brett. « Gardner : U.S. would make 'serious mistake' if it forgoes relations with EU ». *Inside U.S. Trade daily news*, 2 février 2017. En ligne: <https://insidetrade.com/daily-news/gardner-us-would-make-serious-mistake-if-it-forgoes-relations-eu>

Gale, William G. « Steven Mnuchin makes a welcome case for boosting IRS funding ». *Brookings Institution Op-ed*, 31 janvier 2017. En ligne: <https://www.brookings.edu/opinions/steven-mnuchin-makes-a-welcome-case-for-boosting-irs-funding>

Leonard, Jenny. « Brady, Neal confident Trump will abide by TPA rules, time lines for NAFTA renegotiation ». *Inside U.S. Trade daily news*, 2 février 2017. En ligne: <https://insidetrade.com/daily-news/brady-neal-confident-trump-will-abide-tpa-rules-time-lines-nafta-renegotiation>

Obama, Barack H. *Remarks by the President in Farewell Address*. Washington D.C.: The White House, 10 janvier 2017. En ligne: <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2017/01/10/remarks-president-farewell-address>

Pozen, Robert C. « Paul Ryan preps bold corporate tax plan ». *Brookings Institution Op-ed*, 4 janvier 2017. En ligne: <https://www.brookings.edu/opinions/paul-ryan-preps-bold-corporate-tax-plan>

Trump, Donald J. *the Inaugural Address*. Washington D.C.: The White House, 20 janvier 2017. En ligne: <https://www.whitehouse.gov/inaugural-address>

Études économiques, ouvrages et articles connexes ce mois-ci.

Alden, Edward. *Failure to adjust: How Americans got left behind in the global economy*. Coll. « CFR Book ». New York: Rowman & Littlefield, 2016, 258 pages. Lien web: <http://www.cfr.org/competitiveness/failure-adjust/p38288?co=C011801>

Dodds, Graham G. *Take up your pen: Unilateral presidential directives in American politics*. Philadelphia: University of Pennsylvania Press, 2013, 304 pages. Disponible sur Amazon.ca

Felter, Claire, Zachary Laub, and James McBride. « Will Trump carry out his foreign policy pledges ? ». *Council on Foreign Relations*. CFR Backgrounder series, février 2017. En ligne: <http://www.cfr.org/united-states/trump-carry-out-his-foreign-policy-pledges/p38705>

Ferguson, Ian F. *Trade Promotion Authority (TPA) and the role of congress in trade policy*. Washington D.C.: Congressional Research Service, 2015, 28 pages. En ligne: <https://fas.org/sqp/crs/misc/RL33743.pdf>

Keightley, Mark P., Molly F. Sherlock. *The corporate income tax system: Overview and options for reform*. Washington D.C.: Congressional Research Service, 2014, 39 pages. En ligne: <https://fas.org/sqp/crs/misc/R42726.pdf>

Masters, Jonathan, and James McBride. « U.S. Corporate Tax Reform ». *Council on Foreign Relations*. CFR Backgrounders series, février 2017. En ligne: <http://www.cfr.org/united-states/us-corporate-tax-reform/p27860>

McBride, James. « The Trans-Pacific Partnership and U.S. Trade Policy ». *Council on Foreign Relations*. CFR Backgrounders series, février 2017. En ligne: <http://www.cfr.org/trade/trans-pacific-partnership-us-trade-policy/p36422>

Direction

Christian Deblock, professeur titulaire au département de science politique de l'UQAM et directeur de recherche du CEIM.

Rédaction

Luc Pelletier, rédacteur associé au CEIM.

Abonnez-vous

[À la liste de diffusion](#) 

[Au fil RSS](#) 

Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

Adresse civique :
UQAM, 400, rue Sainte-Catherine Est
Pavillon Hubert-Aquin, bureau A-1560
Montréal (Québec) H2L 2C5 CANADA

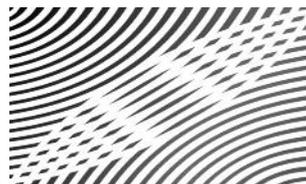
Adresse postale :
Université du Québec à Montréal
Case postale 8888, succ. Centre-Ville
Montréal (Québec) H3C 3P8 CANADA

Téléphone : 514 987-3000, poste 3910

Télécopieur : 514 987-0397

Courriel : ceim@uqam.ca

Site web : www.ceim.uqam.ca



CEIM